



## 14 000 suppressions d'emplois à la rentrée 2012 80 000 suppressions entre 2007 et 2012

# Ca suffit !

Le ministère a présenté en Comité Technique Ministériel (CTM) la répartition des 14 000 suppressions d'emplois (12 650 dans l'enseignement public et 1350 dans l'enseignement privé sous contrat) pour la rentrée 2012, s'ajoutant aux 66 000 suppressions actées depuis 2007.

Montrant une nouvelle fois tout son mépris pour le dialogue social, le ministère souhaitait simplement présenter ces éléments en CTM le 16 décembre 2011, malgré l'exigence de l'ouverture de négociations. Face au refus de la totalité des organisations syndicales, il s'est donc retrouvé dans l'obligation de les présenter à nouveau en CTM le 4 janvier 2012. Il faut ajouter que le ministre lui-même ne se déplace plus en CTM pour rencontrer et discuter avec les syndicats.

Le ministère ne prend pas la peine de chercher des justifications aux suppressions d'emplois, dont l'un des objectifs est de faire des économies budgétaires sur l'emploi public au détriment du service public.

D'ailleurs, cela explique le peu de transparence sur les statistiques et prospections : afficher des suppressions d'emplois alors que le nombre d'élèves augmente est difficile à faire admettre.

**Pour la CGT-Éduc'action, il est indispensable et urgent de construire un mouvement d'ensemble dans l'Education nationale dans la continuité des grèves des 27 septembre, du 11 octobre et 15 décembre 2011.**

### Sommaire :

pages 2 :	Emplois administratifs
page 3 :	Emplois d'enseignants
page 4 :	Statistiques et évolution du nombre d'élèves

## Suppressions d'emplois à la rentrée 2012 : 12 650 dans l'enseignement public

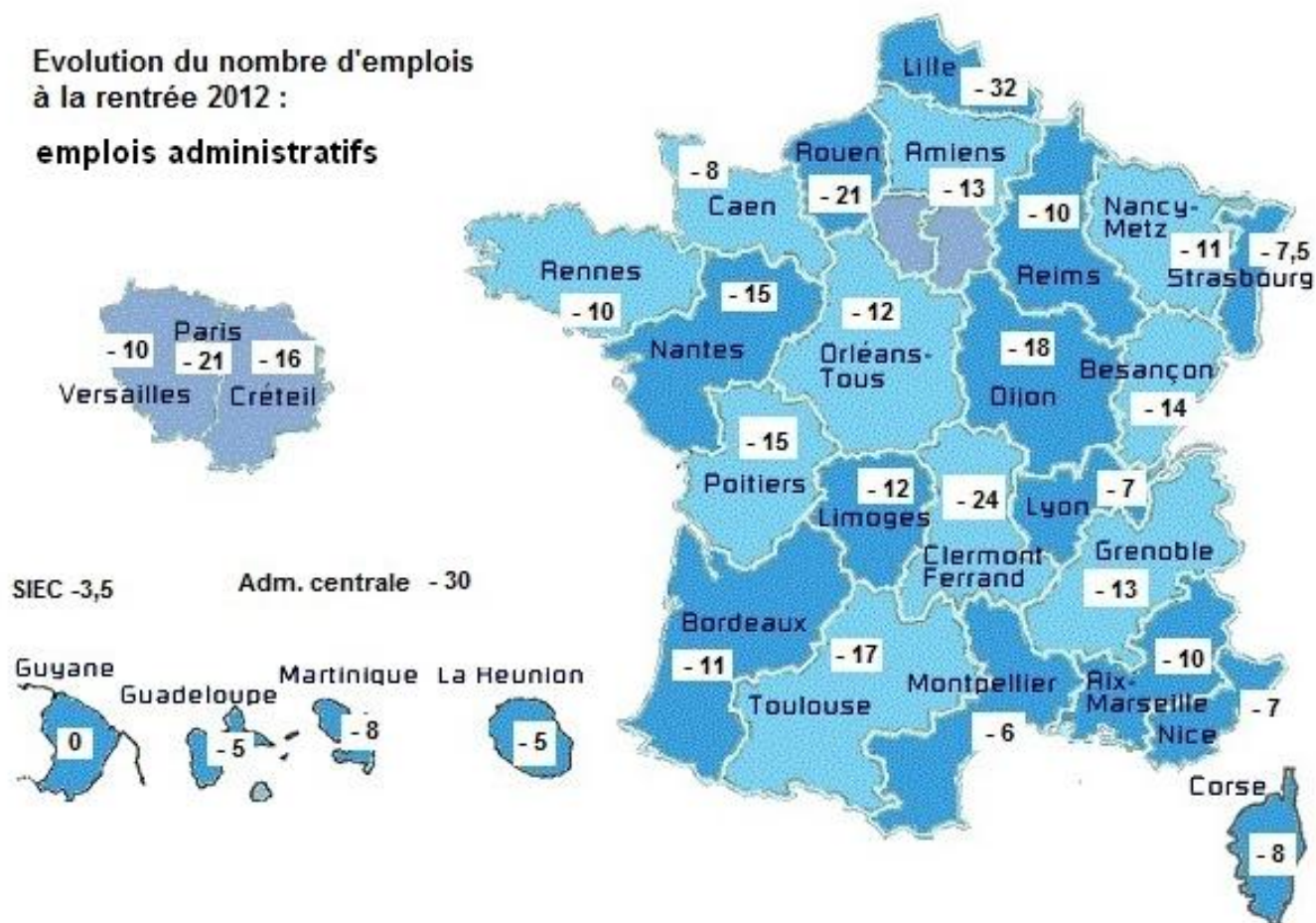
Emplois d'enseignants dans le 1 <sup>er</sup> degré	Emplois stagiaires M2 dans le 1 <sup>er</sup> degré	Emplois d'enseignants dans le 2 <sup>nd</sup> degré	Emplois de stagiaires M2 dans le 2 <sup>nd</sup> degré	Emplois administratifs
-5100	-600	-5550	-1000	-400

## La suppression de 400 emplois administratifs va rendre encore plus difficile la situation des services déjà surchargés.

Il faut en effet s'attendre à une multiplication des tâches et à de nouvelles mutualisations de services, synonymes de dégradation des conditions de travail.

Evolution du nombre d'emplois  
à la rentrée 2012 :

**emplois administratifs**

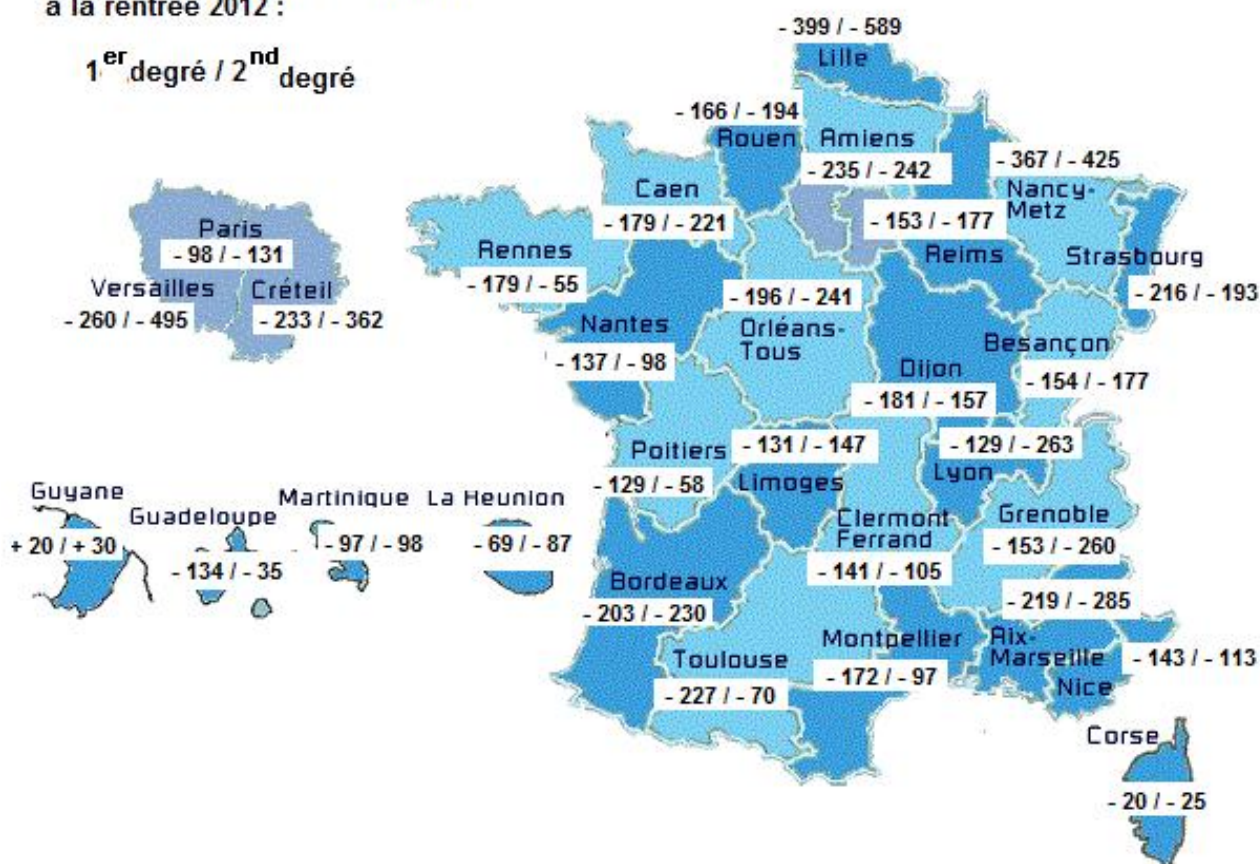


	Emplois administratifs		Emplois administratifs
Administration Centrale	-30	Martinique	-8
SIEC	-3,5	Montpellier	-6
Aix-Marseille	-10	Nancy-Metz	-11
Amiens	-13	Nantes	-15
Besançon	-14	Nice	-7
Bordeaux	-11	Orléans-Tours	-12
Caen	-8	Paris	-21
Clermont-Ferrand	-24	Poitiers	-15
Corse	-8	Reims	-10
Créteil	-16	Rennes	-10
Dijon	-18	Réunion	-5
Grenoble	-13	Rouen	-21
Guadeloupe	-5	Strasbourg	-7,5
Guyane	0	Toulouse	-17
Lille	-32	Versailles	-10
Limoges	-12	<b>Total</b>	<b>-400</b>
Lyon	-7		

En plus des 10 650 suppressions d'emplois d'enseignants, on note la suppression d'emplois correspondant aux stages pour les étudiants en Master 2 se destinant à l'enseignement (600 dans le 1<sup>er</sup> degré et 1 000 dans le 2<sup>nd</sup> degré). Pour la CGT-Éduc'action, ces annonces vont forcément dégrader fortement les conditions de travail des personnels et d'enseignement aux élèves : heures supplémentaires, classes surchargées, manque de moyens pour les remplacements, suppression des Rased dans le 1<sup>er</sup> degré et des moyens supplémentaires donnés en RAR... La suppression de stages pour les étudiants est une nouvelle étape dans la destruction de la formation initiale des personnels : le ministère n'assume même pas sa réforme !

### Evolution du nombre d'emplois à la rentrée 2012 :

1<sup>er</sup> degré / 2<sup>nd</sup> degré



	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré		1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré
<b>Aix-Marseille</b>	-219 (-1,6%)	-285 (-1,7%)	<b>Montpellier</b>	-172 (-1,4%)	-97 (-0,6%)
<b>Amiens</b>	-235 (-2,3%)	-242 (-1,9%)	<b>Nancy-Metz</b>	-367 (-3,1%)	-425 (-2,9%)
<b>Besançon</b>	-154 (-2,5%)	-177 (-2,4%)	<b>Nantes</b>	-137 (-1,0%)	-98 (-0,6%)
<b>Bordeaux</b>	-203 (-1,4%)	-230 (-1,3%)	<b>Nice</b>	-143 (-1,5%)	-113 (-0,9%)
<b>Caen</b>	-179 (-2,7%)	-221 (-2,6%)	<b>Orléans-Tours</b>	-196 (-1,6%)	-241 (-1,7%)
<b>Clermont-Fd</b>	-141 (-2,3%)	-105 (-1,5%)	<b>Paris</b>	-98 (-1,3%)	-131 (-1,1%)
<b>Corse</b>	-20 (-1,4%)	-25 (-1,4%)	<b>Poitiers</b>	-129 (-1,6%)	-58 (-0,6%)
<b>Créteil</b>	-233 (-1,0%)	-362 (-1,3%)	<b>Reims</b>	-153 (-2,1%)	-177 (-2,1%)
<b>Dijon</b>	-181 (-2,2%)	-157 (-1,6%)	<b>Rennes</b>	-179 (-1,7%)	-55 (-0,4%)
<b>Grenoble</b>	-153 (-1,0%)	-260 (-1,4%)	<b>Réunion</b>	-69 (-1,1%)	-87 (-1,0%)
<b>Guadeloupe</b>	-134 (-4,4%)	-35 (-0,9%)	<b>Rouen</b>	-166 (-1,8%)	-194 (-1,6%)
<b>Guyane</b>	+20 (+0,9%)	+30 (+1,2%)	<b>Strasbourg</b>	-216 (-2,4%)	-193 (-1,7%)
<b>Lille</b>	-399 (-1,9%)	-589 (-2,3%)	<b>Toulouse</b>	-227 (-1,7%)	-70 (-0,4%)
<b>Limoges</b>	-131 (-3,9%)	-147 (-3,4%)	<b>Versailles</b>	-260 (-0,9%)	-495 (-1,5%)
<b>Lyon</b>	-129 (-0,9%)	-263 (-1,6%)	<b>Total</b>	<b>-5100 (-1,6%)</b>	<b>-5550 (-1,4%)</b>
<b>Martinique</b>	-97 (-3,7%)	-98 (-2,9%)			

Le ministère de l'Education nationale vient tout juste de publier le constat du nombre d'élèves pour la rentrée 2011 (qui montre une hausse du nombre d'élèves en pré-élémentaire et dans le 2<sup>nd</sup> degré, en particulier dans les collèges) mais toujours pas ses estimations précises pour la rentrée 2012. Seuls quelques éléments ont été présentés lors de la discussion du budget 2012 : 6 000 élèves seraient attendus en plus dans le 1<sup>er</sup> degré, 21 200 dans les collèges et 6 600 dans les lycées généraux et technologiques.

**Cela est devenu une habitude du gouvernement de diffuser tardivement les statistiques objectives, voire de les tronquer, avec pour objectif de les utiliser pour sa propagande.** A plusieurs reprises, la CGT-Éduc'action, a signalé la gravité de cette situation, qui jette le discrédit sur l'ensemble des travaux statistiques.

**Il s'agit là de manœuvres inacceptables qui visent à utiliser ces chiffres pour casser l'Education nationale.**

La CGT-Éduc'action exige la transparence et la diffusion en temps et en heure de toutes les statistiques, non tronquées. Il faut permettre que la statistique publique retrouve une autonomie scientifique et politique.

## La CGT-Éduc'action revendique :

- **Une loi de programmation** et un plan pluriannuel de recrutement accompagné d'une formation pour répondre aux exigences d'efficacité sociale du service public d'éducation
- Dans l'urgence, **le retour des 66 000 emplois** supprimés depuis 2007 et l'annulation des 14 000 annoncés pour la rentrée 2012.
- Dans cette logique, la garantie d'emploi de tous les précaires est une exigence urgente, avec l'arrêt du recrutement aux précaires et leur **titularisation sans condition de concours, ni de nationalité** (avec, le cas échéant, la création de nouveaux corps)
- **Une réduction du temps de travail** hebdomadaire des enseignants sans modulation ni annualisation, avec la création des emplois correspondants et le retrait, dans les statuts, de la référence à l'obligation pour les enseignants d'effectuer des heures supplémentaires, **la pénibilité du travail doit faire l'objet d'une reconnaissance institutionnelle.** En effet, les missions des personnels se sont complexifiées et diversifiées. Cela induit une charge de travail de plus en plus importante et exigeante.



Tract Emplois rentrée 2012 janv 2012

*A remettre à un militant CGT ou à retourner à l'adresse ci-dessous*

**Je souhaite :  prendre contact  me syndiquer**

Nom ..... Prénom .....

Adresse personnelle .....

Code postal ..... Commune .....

Lieu d'exercice .....

Code postal ..... Commune .....

Tél. .... Mail .....

CGT Educ'action – 263, rue de Paris – case 549 – 93515 Montreuil cedex